

COLD AS ICE

Dans l'hiver glacial du Minnesota, la sinistre Immigration and Custom Enforcement plus connue sous le nom de ICE, à tué deux fois à Minneapolis. On en parlait déjà dans le dernier numéro en juin. A l'époque les premières rafles de grande ampleur se mettaient en place et Los Angeles se soulevait pour tenter de mettre en échec ces opérations. Depuis, les effectifs comme le budget de l'ICE ont continué de monter, jusqu'à doubler par rapport à la période avant la seconde investiture Trump. A coup de prime de signatures à 50 000 dollars, cette agence autrefois plutôt petite a attiré des dizaines de milliers de nouveaux agents qui veulent tabasser du migrant. Les opérations de capture systématique des étrangers illégaux (ou perçus comme tel, en général, on t'arrête avant et on vérifie après) se sont multipliées, prenant la forme d'occupation militarisée de certaines villes. Face à cette politique, de nombreux travailleurs se sont organisés pour riposter et protéger leurs collègues et voisins. A Minneapolis, des patrouilles se sont organisées pour suivre en permanence les sorties des voitures de l'ICE de leur QG. Des groupes signal regroupant des milliers de personnes par quartier et coordonnés à l'échelle de la ville ont vu le jour pour prévenir des déplacements des chiens de la Migra. Chaque tentative d'interpellation donnait lieu à des rassemblements et des oppositions frontales aux arrestations. La solidarité de classe qui s'est exprimée a fait paniquer tous les échelons de l'Etat, de Trump qui menaçait d'utiliser l'Insurrection Act pour envoyer l'armée réprimer jusqu'au maire et au gouverneur démocrate qui, sous couvert de critique de la politique du gouvernement, appelait au calme tout en envoyant les polices locales protéger les opérations de l'ICE. Après les meurtres de Renée Good et Alex Pretti, alors qu'ils s'interposaient dans des opérations de l'ICE, le mouvement a culminé dans un rejet quasi généralisé de la politique d'occupation militaire des agences fédérales et une tentative d'organiser une grève générale. Voyant venir un moment de baculement dans une ville déjà marquée par des semaines quasi-insurrectionnelles lors du mouvement suite à la mort de Georges Floyd, le gouvernement fédéral a rappelé ses chiens de garde après avoir négocié la coopération des autorités démocrates locales avec la politique d'immigration. Les années se suivent et ne se ressemblent pas aux Etats-unis, gageons que l'expérience de mois de



Nike ICE, les keufs et l'Etat.

MAIS ENFIN CET HOMME
ETAIT NAZI !



PEUT-ÊTRE, MAIS C'ÉTAIT
AVANT TOUT UN GENTIL
GARÇON FAN DE TENNIS

Un nazi est mort, et alors ?

Un nazi est mort. Ou bien un royaliste, un fasciste, un nationaliste, un identitaire, il ne savait plus trop lui-même. La gauche se dissocie immédiatement des bagarreurs qui ont eu le dessus dans la rixe mortelle, car il s'agit de gagner les prochaines municipales et défendre une société capitaliste pacifiée, stop la chienlit ! À la niche les antifas, leur rôle c'est de faire le service d'ordre bénévole de la social-démocratie, LFI livrera aux flics les plus téméraires ou les moins chanceux. L'extrême-droite érige leur soldat en martyr, d'ailleurs on voit moins leurs nervis faire des coups d'éclat depuis que les marches de l'Elysée se rapprochent, la respectabilité s'achète en jouant le jeu de la démocratie?

Le Président rappelle que la violence est intolérable, c'est l'Etat qui en détient le monopole pour envoyer les enfants à la guerre, les apprentis décéder au travail, laisser les vieux mourir du COVID dans les EHPAD, les frontières faire se noyer des migrants en Méditerranée, envoyer la police tuer toujours plus de pauvres et de délinquants en opération et nous faire bouffer de la merde cancérogène qui nous pousse vers la tombe. On ne tue pas les nazis dans une démocratie qui se respecte, on leur serre la main et on leur demande comment va leur maman.

On ne crache pas sur les morts, ils ont fait leur temps, il faut les laisser tranquilles là où ils sont, sous terre. Mais si tout le spectre politique s'acharne encore une fois à nous faire croire que les français sont un peuple, que nous sommes tous citoyens, unis dans un même projet national et qu'il faut pour cela pleurer les fascistes, c'est sur les vivants qu'on crache. Car nous n'avons rien en commun avec cette engeance. Aucune affinité avec les bandeurs de monarques, les lécheurs de bottes du IIIe Reich, les pétainistes en culottes-courtes, les racistes de tous les fronts ; tabasseurs d'immigrés et antisémites de la première heure, ceux qui cherchent l'autorité d'un homme et veulent marcher au pas. Rien à voir avec les amis de l'ordre et du patronat, les briseurs de grève, les riches qui exploitent d'une main et font la charité de l'autre, ceux qui pensent que des parents c'est «un papa et une maman», les bigots, ceux qui se prosternent devant les puissants au nom d'un ami imaginaire et écrasent les autres. Un nazi est mort, et alors ?

MARS 2023

TIRE-AU-FLANC



CONTRE LA GUERRE / CONTRE L'EXPLOITATION

À l'heure où nous finalisons ce numéro les USA et Israël lancent une attaque de grande ampleur contre l'Iran. L'ayatollah Khamenei, guide suprême du régime, est officiellement mort ainsi que de nombreux hauts responsables de la République Islamique et des «Gardiens de la Révolution». Le prétexte d'empêcher l'Iran d'obtenir l'arme nucléaire n'est plus employé qu'à la marge et le discours est clair, provoquer un changement de régime pour défendre les intérêts des USA et d'Israël dans la région. Ceux qui se réjouissent de cette intervention ne font que cracher sur les iraniens qui après les balles du régime vont aujourd'hui mourir sous les bombes dans une guerre entre impérialistes qui ne les concerne pas. Déjà des rapports font état de dizaines de civils tués dans des bombardements. Le changement de régime que veulent imposer les USA ne servira pas plus les intérêts des iraniens que le régime islamique criminel, la seule voie pour la libération c'est la révolution ! Ni mollah, ni shah ! Contre la guerre, guerre de classe !

La crise du covid puis le déclenchement de la guerre en Ukraine ont formidablement accéléré la montée des tensions entre les bourgeoisies. Alors que les promesses de relance économique liée aux nouvelles technologies et notamment à l'IA peinent à émerger, les capitalistes semblent au contraire revenir aux bonnes vieilles recettes pour relancer la production et ouvrir de nouveaux débouchés : réarmement, militarisation de la société, agressivité territoriale, impérialisme économique...

Ces actions récentes sont bien sûr à comprendre dans l'affrontement entre puissances impérialistes, et notamment entre les USA et la Chine. Terres rares et pétrole sont les deux mamelles de la course technologique que mènent les américains, entre autres pour la puissance de calcul. Mais ce n'est qu'un des volets de l'affrontement où les Chinois avancent aussi leurs pièces, en Asie ou en Afrique, imposant leur contrôle économique, et donc politique là où ils le peuvent.

L'impérialisme n'est pas un camp, c'est un mécanisme du capitalisme qui pousse les Etats qui le peuvent à imposer la captation de matière première et de débouchés pour leur capital par la force, la ruse, la coercition. Et aux Etats qui ne le peuvent pas de se choisir un camp ou un autre selon leurs intérêts et leurs rapports de force avec les différents blocs capitalistes.

Qu'il s'agisse de la capture du président du Venezuela, de la guerre commencée par les USA et Israël contre l'Iran ou du chantage aux droits de douanes et discours agressif envers l'Europe pour forcer l'acquisition du Groenland, aucune des actions récentes de l'administration Trump n'est particulièrement originale. Enlever des présidents déjà fait, organiser des coups d'Etats déjà fait, bombarder alors que des négociations ont lieu ou pressuriser des « alliés » pour obtenir ce qu'ils veulent, déjà fait. Toutes ces pratiques sont la normalité des relations entre Etats, la paix que nous vantent les capitalistes n'est en rien l'inverse de la guerre, elle est faite de coups tordus et c'est toujours les prolétaires qui en paient le prix.

Ce qui est plus original et qui nous intéresse ici c'est les justifications qui sont employées ici ou plutôt l'absence quasi

totale de justification. Là où ses prédécesseurs justifiaient toujours leur saloperie au nom de la démocratie ou de la liberté, Trump a le mérite de nous servir la vérité nue : si on capture Maduro c'est pour s'accaparer le pétrole du Venezuela, si on veut le Groenland c'est pour sa place stratégique et exploiter ses minerais rares, si on bombarde l'Iran c'est pour défendre les intérêts américains dans la région. Cette vérité nue ridiculise complètement ceux qui voient dans la capture de Maduro ou dans l'assassinat de Khamenei un geste pour le rétablissement de la démocratie : la démocratie et la liberté n'ont rien à voir avec les agissements des Etats. A l'inverse la cruauté froide de la répression menée par le régime iranien sur sa propre population en révolte ou, quand des révoltes menacent ses intérêts, par les organisations qu'il contrôle dans d'autres pays de la région devrait faire taire ceux qui continuent de soutenir ces Etats soi-disant «résistants» face à l'ogre américain. De tous les côtés, seule compte la défense des intérêts stratégiques et économiques de leur bourgeoisie. Les discours qui servent à justifier leurs agissements qui ne sont que du vent.

La période nous montre plus que jamais que la démocratie n'est qu'un mode de gestion du capitalisme parmi d'autres. Ce n'est qu'un autre outil de dépossession du pouvoir au profit des bourgeois. La liberté dont nous jouissons n'est que conditionnée à une situation économique qui permet à la classe dirigeante de sereinement laisser quelques marges d'expression aux prolos pour mieux les impliquer dans la société et maximiser l'exploitation. La période actuelle, la montée des conflits et le resserrement des libertés publiques nous montre que la démocratie n'est ni définitive ni sacrée pour les bourgeois et aujourd'hui elle sert de totem qu'on agite pour justifier l'organisation de l'économie de guerre et l'accélération des « sacrifices » qui sont demandés aux travailleurs

Nous n'avons que faire de la démocratie, qu'on nous jette comme un os, qu'on peut nous reprendre à tout moment et qu'en plus on nous demande de nous préparer à défendre jusqu'à la mort. Ce système nous laisse juste l'illusion de décider mais concentre les pouvoirs entre les mains des bourgeois et de leurs laquais. Nous voulons les abattre et décider de tout, tous et tout le temps.

VOUS POUVEZ IMPRIMER LE TIRE-AU-FLANC SUR LE SITE : LOUKANIKOS.NOBLOGS.ORG
POUR NOUS CONTACTER VOUS POUVEZ NOUS ENVOYER UN MAIL À L'ADRESSE : TIRE-AU-FLANC@RISEUP.NET

FILS DU CHAH, OMBRE DU DESPOTISME

Les braises n’étaient pas éteintes. Elles couvaient. Trois ans après le soulèvement « Femme, Vie, Liberté », né du meurtre de Mahsa Amini sous les coups de la police des mœurs en 2022, l’Iran s’est de nouveau embrasé. Face à un régime toujours plus discrédité et une situation matérielle insoutenable, des milliers de personnes ont bravé la répression sanglante en descendant dans la rue quotidiennement - répression dont nous connaissons l’étendue du massacre aujourd’hui. A l’heure où nous écrivons ces lignes, le mouvement s’est terminé dans un silence de deuil national surplombant plusieurs semaines de lutte intense. En l’espace de quelques semaines à peine, la révolte s’est propagée comme une trainée de poudre, d’une ville à l’autre, d’un quartier à l’autre, traversant toutes les couches de la société iranienne. Rassemblements nocturnes, manifestations massives, affrontements directs avec les forces de l’ordre. Mosquées et commissariats incendiés. Bâtiments liés aux Gardiens de la Révolution pris pour cibles. Grèves dans les raffineries, les transports, l’éducation, les plantations de canne à sucre.

Malgré la coupure internet opérée par le gouvernement du despote Khamenei, le 8 janvier, pour écraser la révolte, une voix se fait à nouveau entendre dans ce mouvement. Comme une clameur persistante, un slogan parmi d’autres surgit et nous parvient jusqu’ici : «Ni Shah, ni Mollah.» Si la destitution du régime islamique est une revendication claire, celle d’une alternative politique l’est beaucoup moins. Dans cette brèche s’est engouffrée une ombre: celle de l’ancien trône. Son héritier Reza Pahlavi, exilé depuis des décennies, a tenté de se poser en recours. Depuis les Etats-Unis, le fervent admirateur de Donald Trump et de son allié israélien Benjamin Netanyahu surfe sur la vague contestataire pour en prendre la direction. Appels à une intervention étrangère, injonctions répétées à descendre dans la rue : une stratégie offensive, calibrée, médiatique soutenue par une partie de la diaspora. La tendance monarchiste s’est renforcée lors de ce mouvement et elle doit être combattue. Car derrière le vernis du sauveur demeure un héritage lourd : celui des règnes autoritaires de sa famille, contre lesquels des centaines de milliers d’iraniens se sont battus. S’affichant avec toute l’extrême droite américaine décomplexée et ses alliés, il soutient ouvertement les bombardements israéliens sur l’Iran survenus en juin 2025 faisant plus de 900 morts et assume publiquement le massacre des palestiniens.

Profitant de l’instabilité politique du régime, Pahlavi a envoyé à l’abattoir bon nombre de manifestants. Indiquant aux forces de police : l’heure, le jour et l’emplacement des rassemblements leur permettant ainsi d’orchestrer leur répression macabre. Nombreux ont répondu à son appel, écrasés par la répression et la difficulté de percevoir une issue. Il a profité d’une révolte encore naissante qui n’avait pas encore eu le temps de mûrir pour sapper la lutte. Dans un mouvement qui cherchait à s’inventer par lui même, l’irruption du prétendant au trône a

brouillé les lignes, affaibli l’auto-organisation et détourné une partie de l’élan radical naissant. En dictant à la révolte ce qu’elle devait faire - et surtout ne pas faire - comme attaquer les casernes et réquisitionner les armes - Reza Pahlavi entrave la radicalisation du mouvement et sabote son potentiel insurrectionnel, qui pourrait compromettre son projet de prise de pouvoir.

En nourrissant le fantasme d’une «monarchie républicaine» qui laisserait au peuple iranien le soin de choisir son destin par les urnes, le courant royaliste tente de se donner un vernis démocratique. Mais derrière l’emballage, c’est une vieille mécanique de classe qui réapparaît : celle d’une bourgeoisie nationaliste et réactionnaire décidée à canaliser, encadrer - et étouffer dans l’oeuf - toute dynamique révolutionnaire. Rappelons l’histoire. Lorsque la monarchie prit le pouvoir par la force en 1921, elle ne fonda pas un havre de modernité éclairée comme certains le vantent aujourd’hui. Elle a érigé un Etat-nation centralisé, autoritaire, tenu par le sabre et la caserne. Sous couvert de «progrès», elle a consolidé un capitalisme discipliné par la force : exploitation crasse des ouvriers, emprisonnements et exécutions des opposants pour briser toute contestation révolutionnaire.

Aujourd’hui, dans un contexte de crise et de guerre, cette fraction de la bourgeoisie tente de revenir par la grande porte. Elle soigne ses alliances internationales en promettant une «transition démocratique». Derrière ces mots : la continuité pure et simple de l’Etat, de la propriété privée, de la religion, de l’exploitation et de l’asservissement social. Pour Pahlavi, l’enjeu est clair : prendre le pouvoir et garantir la place stratégique de ses partenaires dans un pays clé - à la fois pour ses ressources pétrolières et pour la puissance de son appareil militaire, acteur central des équilibres géopolitiques. Mais aussi et surtout dans la perspective d’éviter à tout prix, un embrasement révolutionnaire qui gagnerait le reste de la région. Derrière la promesse d’un renouveau, c’est la restauration d’un pouvoir ancien. La même structure, même logique, un autre visage. Mais les iraniens et iranniennes en lutte ne sont pas dupes face à l’agitation médiatique de ce bouffon et de ses sbires qui ne connaissent rien de la lutte des classes qui embrase l’Iran depuis tant d’années. Eux qui n’y ont jamais foutu les pieds depuis plus de 40 ans. Eux qui ne savent rien des réalités matérielles des prolos sur place. Les insurgés n’ont pas attendu les appels des monarchistes pour s’organiser. Ni prince en exil, ni sauveur autoproclamé. Dans les usines, les quartiers, les universités, dans la rue



Rassemblement à Rennes en janvier

- ils construisent leurs propres formes d’organisation, arrachées à la peur et la violence d’Etat. «Ni Shah, ni Mollah», plus qu’un slogan, c’est un avertissement clair adressé à tous les chiens de la bourgeoisie. C’est un refus net de choisir entre deux variantes du même ordre. Si année après année, des mouvements puissants s’attaquent frontalement à l’ordre établi, ce n’est pas un hasard. Quelque chose se transforme en profondeur. La lutte gagne en maturité. Elle apprend de ses défaites et fait preuve de toujours plus d’ingéniosité. Elle affine sa critique et sa méthode, renforce ses solidarités, précise ses objectifs jusqu’au jour où elle renversera ses oppresseurs. Alors d’ici-là, continuons à diffuser le plus largement possible ici et ailleurs, ce qu’il s’y passe, le contenu des luttes lorsqu’elles s’attaquent avec férocité à l’État, à la religion et ses sbires .

«Mort aux oppresseurs, que ce soit le Chah ou les mollahs».
ابالقنا داب هونز

L'ARMEE TE VEUT

La grande marche vers la guerre se précise. Depuis la mi-janvier l’Etat français propose aux « jeunes » de venir garnir les rangs de la défense. Un véritable coup marketing pour redorer le blason de l’armée qui connaît des problèmes de recrutement et de désertion depuis quelques années. Si même les militaires volontaires quittent le navire, pas sûr que le reste de la population soit prêt à « sacrifier sa jeunesse ». Mais l’armée n’a que faire de la méfiance de la population, elle vient dorénavant directement dans les lycées pour faire la promotion de ces métiers sanguinaires. Bientôt de nouveau module de cours pour apprendre à piloter des drones de combat ?



Plus sérieusement l’Etat à mis sur pied un plan d’enrôlement et d’idéologisation massif de la jeunesse et y’a de quoi nous glacer le dos. Les jeunes scolarisés ou non de 16 à 25 ans sont la cible d’un programme large du lycée à la fac jusqu’à France Travail. Le fameux service militaire volontaire, mis en place en janvier, propose aux bacheliers qui émettent leurs vœux pour leurs études supérieures via parcourep d’aller servir l’armée lors d’une année de césure. Concrètement ca veut dire que contre une solde de 800 balles par moi on te forme pendant un an à devenir un soldat qui rentrera par la suite dans la réserve de disponibilité pendant 5 ans, avant de pouvoir comme si de rien n’était reprendre tes études. Sauf que tu reste potentiellement redevable à vie si tes compétences sont jugé «essentielles» et si la guerre éclate dans les 5 ans tu seras automatiquement envoyé au front. En parallèle ils mettent en place des partenariats entre lycées techniques et bases militaires pour inciter les jeunes à venir travailler pour eux, directement ou indirectement via des entreprises civiles. Ce genre d’emploi n’est pas neutre, il s’agit de fabriquer des armes ou de les entretenir, déjà qu’on se fait exploiter à longueur de temps, maintenant il s’agit de fabriquer la mort..

Aussi « la journée de défense citoyenne » s’étend désormais sur sept heures et commence par une cérémonie solennelle comprenant la levée du drapeau, le chant de la Marseillaise et la lecture des droits et devoirs du citoyen. Suivent des ateliers pratiques, comme le tir laser, des jeux de simulation tactique ou encore une immersion en réalité virtuelle lors d’un entraînement ou d’une opération militaire et pour la bouffe du midi afin de définitivement te mettre dans l’ambiance tu mangeras une ration militaire. C’est à peu près 800 000 personnes qui y participe tous les ans, une journée sur le front serait tout aussi efficace !

Enfin, l’armée renforce sa présence sur la plateforme de flicage qu’est France travail. En proposant de rejoindre le service militaire volontaire sous couvert de vouloir insérer les tire-au-flancs, il est ici question d’enrôlement à l’armée, pas d’un emploi que tu peux quitter en démissionnant. Quand bien même c’est la jeunesse qui est prioritairement visée, c’est de l’affaire de tous et toutes. Cette nouvelle étape vers la militarisation cherche d’un côté a former de nouveaux travailleurs qualifiés pour l’industrie de guerre en pleine expansion et de l’autre il recrute de nouveaux soldats, future chair à drone. Exploitation et guerre, le mot d’ordre est assez clair. Heureusement il est encore temps de lutter pour arrêter cette entreprise funeste.

Retrouvons-nous, organisons-nous, refusons leurs armées et leur guerres !